

Le déconfinement «rentable» sur fond de peur au ventre de la deuxième vague **Sans affronter le capital financier, le radicalisme pro-climat est une leurre**

Le déconfinement amène sur le tapis deux séries de questions : quand et quelle intensité aura la deuxième vague; quel type de relance étant entendu que le système sera lesté d'un lourd endettement supplémentaire. Pour au moins atténuer la deuxième vague faute de vaccin, le maintien des mesures sanitaires s'imposent. En découle la réduction de la productivité de la force de travail et son corollaire d'augmentation des coûts. Est-ce que ce seront les profits qui encaisseront ou bien une combinaison de réduction des salaires, d'austérité des services publics et d'augmentation des prix ?

L'hécatombe dans les résidences de gens âgés et la fureur populaire qui s'ensuit obligera-t-elle l'État à une augmentation générale des salaires ? Celle des préposées feraient tache d'huile dans l'ensemble du secteur public puis du secteur privé malgré la volonté des gouvernements de freiner cette hausse comme en témoigne les actuelles âpres négociations du secteur public où le gouvernement de la CAQ cherche la division en jouant la carte des préposées contre leurs camarades. L'obligerait-elle aussi à mettre fin à l'austérité dans la santé ce qui ferait boule de neige dans l'éducation et les services sociaux. Il est possible que la riposte syndicale se prévalant du soutien de la population y arrive. Il ne faudrait cependant faire fi du recours au racisme qui ferait des emplois «essentiels» une chasse-gardée plus que jamais des racisées devant se compter chanceuses de vivre parmi «nous».

Ultimement, si cette tactique ne suffisait pas et quitte à pénaliser le secteur financier, resterait le recours à l'inflation qui au lieu de soutenir le capital fictif comme c'est surtout le cas depuis la Grande récession de 2008-09, provoquerait plutôt la hausse des prix du panier de consommation afin de neutraliser la hausse salariale en termes de pouvoir d'achat tout comme la justification d'une politique monétaire et budgétaire restrictive pour mater l'inflation. C'est cette tactique, « *une des causes de la chute du Front populaire [français de 1936 où] la hausse des prix annula vite celle des salaires prévue par les accords Matignon* » (Wikipédia), que la bourgeoisie appliqua sous la forme de la «stagflation» pour stopper les gains salariaux et sociaux issus des «trente glorieuses» (1945-75) pour ensuite les faire reculer par le recours au néolibéralisme.

L'ouverte collusion des six grandes banques et du gouvernement fédéral pour sauver le système

Peu importe la tactique qui sera choisie en fonction des aléas de la conjoncture et des rapports de forces entre les classes sociales fondamentales, les choix stratégiques sont coulés dans le ciment. Selon le résumé de presse du Globe and Mail du 25 mai

Le Premier ministre Justin Trudeau a contacté les dirigeants des six grandes banques du Canada pour obtenir leur lecture sur l'état de l'économie et sur la façon dont les efforts de secours COVID-19 se déroulent, ont déclaré des sources bancaires et des responsables fédéraux au Globe and Mail. [...]

Les consultations avec les PDG étaient des échanges de vues de haut niveau plutôt que des discussions politiques approfondies, destinées à prendre le pouls des efforts pour faire face aux effets économiques de COVID-19, ont indiqué les sources. Ils ont couvert des sujets tels que la façon dont les efforts de secours déployés conjointement par le gouvernement et les banques pourraient avoir besoin d'être ajustés, où les clients des banques ressentent la pression la plus aiguë et quelles parties de l'économie pourraient avoir besoin d'un soutien supplémentaire pour se rétablir.

Difficile de trouver un aveu aussi clair que la démocratie parlementaire ne fait que receler un éventail restreint de «bonne gouvernance» admise par le capital financier dont le capital bancaire reste l'épine dorsale malgré le développement des «banques de l'ombre» (compagnies d'assurances, fonds de pension, fonds monétaires, fonds privés, fonds d'arbitrage, fonds de capital de risque) commodes pour échapper à la réglementation étatique. Mais aussitôt la crise venue ces quasi-banques appellent les banques à la rescousse lesquelles elles-mêmes se mettent sous la protection de la Banque du Canada soutenue par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). On peut penser que fut discutés à cette rencontre le prolongement de la Subvention salariale d'urgence du Canada au bénéfice des entreprises pour financer 75% du salaire de leurs employés et le ratatinement sinon la fin de la populaire Prestation canadienne d'urgence (PCU) accordant 500\$ par semaine pendant seize semaines à toute personne qui fait face à une perte de revenu.

Le gouvernement fédéral s'entend comme larrons en foire avec les six grandes banques du Canada, pinacle du capital financier, pour concocter un plan de relance dont le but sera évidemment de sauver le système à

commencer par la santé financière des banques quelque peu égratignée par la pandémie mais toujours profitable. On devine qu'il ne saurait alors être question d'annulation ou de moratoire de la dette publique et encore moins de la dette privée des ménages et des petits producteurs et commerçants pris à la gorge par la pandémie. Ceux-ci n'ont eu droit qu'à des reports qui augmentent leurs endettements et les fragilisent d'autant. À noter cependant que le sauvetage des pétrolières bien que probable n'a rien d'automatique si le binôme économique-politique Toronto-Ottawa en vient à conclure que le développement rentable du pétrole bitumineux est foutu. Ce n'est pas pour rien qu'Ottawa n'a pas jusqu'ici débloqué ce 15 milliards \$ attendus pour sauver cette industrie quoique il ait autorisé la reprise des travaux pour la construction des pipelines.

Le legs bien oublié du Parti de la démocratie socialiste (PDS) contre la dette publique et le libre-échange

Plusieurs dizaines d'organisations arabes, surtout de la Tunisie et du Maroc pensent autrement la solution du problème :

Nous, les signataires de cet appel, et en soutien aux acquis des soulèvements populaires pour la démocratie, la liberté et la justice sociale dans notre région, nous revendiquons :

- *Une suspension unilatérale et souveraine du paiement de la dette publique, et l'allocation des fonds à la santé publique, et au soutien des couches vulnérables touchées par la crise de Corona, [...]*
- *Suspension du paiement des dettes privées des familles populaires, des petits producteurs, des petits paysans et des salarié-e-s, envers les banques, les institutions de crédit de logement, de la consommation et les institutions de micro-crédit, [...]*
- *Annulation des accords de « libre-échange » et l'accord de libre-échange complet approfondi pour la Tunisie et le Maroc,*
- *Rompre avec le trio au service du capital mondial : la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce. (<http://www.cadtm.org/Appel-des-peuples-organisations-mouvements-et-reseaux-militants-d-Afrique-du>)*

Pense-t-on que ce genre de revendication ne s'applique pas aux pays dit développés dont le Québec ? À la fin des années 1990, le Parti de la démocratie socialiste (PDS), un ancêtre de Québec solidaire pensait le contraire :

- Contre la dette publique

Cette somme [le remboursement de la dette publique] investie dans la création d'emplois socialement utiles aboutirait rapidement au plein emploi. La légitimité de la dette publique doit être questionnée parce qu'elle résulte du refus des institutions financières et des gens à revenus élevés à payer leur juste part d'impôt. [...] Le PDS lutte pour :

- *le gel du remboursement de la dette publique, sauf pour les petits épargnants, jusqu'au moins l'atteinte du plein emploi;*
- *l'annulation de la dette due aux créiteurs qui ont organisé une fuite des capitaux ou tenteraient de le faire dans le futur;*
- *la nationalisation des fonds de pensions et des sociétés d'assurances, et la prise en charge des pensions et prestations d'assurances directement par le régime d'impôt; [...]*

- Contre le libre-échange

La libre circulation mondiale des capitaux et des marchandises dresse les nations les unes contre les autres dans la course pour réduire au minimum salaires ouvriers et impôts des riches. Le nouveau dieu de la compétitivité marginalise la langue française et la culture québécoise comme étant des coûts supplémentaires face à la domination financière et commerciale de l'anglais et de la culture capitaliste américaine. La globalisation des marchés empêche l'équité salariale aux dépens des femmes et l'échange égal, aux dépens des peuples du tiers monde.

En adhérant dans l'enthousiasme à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), PQ et Bloc ont renoncé dans les faits au plein emploi et à la libération du Québec. Comme l'ALÉNA a pour unique but le libre-échange, il est irréformable par des ententes parallèles ou par des amendements. En conséquence, le PDS lutte pour :

- *le retrait sans délai du Québec de l'ALÉNA.*

En remplaçant « plein emploi » par « plein emploi écologique », ces revendications programmatiques restent contemporaines. Le dernier quart de siècle a vu l'aiguïsement des contradictions dans tous les domaines celle climatique et de la biodiversité, et sanitaire, n'étant pas des moindres. Un PDS d'aujourd'hui exigerait sans détour la socialisation (étatisation-démocratisation) de la finance, y compris le contrôle des flux extérieurs de capital-argent, en passant par l'indépendance nationale, pour mobiliser l'entièreté de l'épargne nationale, y compris une réforme fiscale radicale, en vue d'une société socialiste de « prendre soin » des gens et de la terre-mère.

Le radicalisme très concertationniste (ou libertaire) de la gauche sociale (et politique) québécoise

Les tentatives les plus en pointe émanant de la société québécoise comprennent la nécessité d'une rupture avec l'ordre actuel des choses. Par exemple, Dominic Champagne, dans la lignée de Québec ZéN, prône « *un véritable plan Marshall* » vers un nouvel État-providence où « *[i]l y a des choses qui doivent croître et d'autres qui doivent décroître.* » Croîtront « *des milieux de vie [...] de bâtiments écoénergétiques [...] où, par la loi, on va exiger qu'à leur table [de nos vieux] soit servie, là comme dans les garderies et les écoles, de la nourriture saine, cuisinée avec art, produite localement, de façon naturelle, par des agriculteurs de proximité, l'été dans des champs et l'hiver dans des serres chauffées à même les rejets de chaleur et à des tarifs préférentiels d'électricité.* » Décroîtront « *la surconsommation, les produits jetables, à l'obsolescence programmée, l'usage du plastique et de la pétrochimie à outrance, l'évasion fiscale et le soutien aux entreprises qui la pratiquent, l'agriculture et l'alimentation industrialisées, le tourisme de masse et l'usage de l'avion, à commencer par les jets privés, la production de produits de luxe, la surexploitation de nos forêts...* » (Dominic Champagne, [Aurons-nous la sagesse?](#), Le Devoir, 28/05/20)

Plus théorique, plus libertaire, le collectif Polémos propose « *de repenser de fond en comble l'organisation de notre société* » vers une « *société post-croissance* » dont « *[l]a redistribution et la justice sont au cœur* » sans s'illusionner sur « *[l]'innovation technologique [qui comporte son lot de problèmes (exploitation des ressources rares et des individus plus précaires)]* » où « *ce qui est produit et consommé est décidé collectivement en fonction du bien commun [...] libérés des grandes infrastructures techniques et institutionnelles centralisées.* » (Collectif Polémos, [Comment relancer l'économie autrement](#), Le Devoir, 22/05/20).

La critique sociale s'y pointe. De dire Champagne « *la diplomatie climatique est demeurée impuissante à faire traduire en politiques efficaces les changements nécessaires. Parce que des intérêts puissants s'y opposent. Ceux qui tirent profit de la dévastation.* » Il en déduit qu'« *[a]u nom de la liberté d'entreprendre et de profiter de l'exploitation insoutenable des ressources de notre monde, nous avons abdiqué une part immense de notre souveraineté collective et de notre qualité de vie. Nous sommes en train d'y laisser notre peau...* ».

Paradoxalement, au nom de « *[l]a science [...] qui permet de convaincre et de rallier* » alors qu'elle connaît le doute de par sa méthode même et surtout qu'elle est aussi soumise à la lutte des intérêts qui grâce à l'argent et aux ambitions peuvent corrompre ses protocoles, Champagne « *propose la formation d'un Conseil national de la transition, une sorte de comité de salut public, constitué de sages...* » S'ensuivra que « *de concert avec les citoyens de tous les horizons, nos gouvernements nous mènent vers une transition juste de notre économie* » sous la direction de la CAQ dont le chef est « *un homme d'État [qui agit] avec envergure et compassion, et [dont je salue son sens du devoir et son dévouement.]* »

Vider la substantifique moelle du Moloch capitaliste pour une politique pro-climat planifiée démocratiquement

Si la stratégie libertaire de Polémos fait appel aux « *décisions communes* » se prenant « *dans le voisinage* » dont les coopératives sont le modèle, le projet de Champagne-ZéN en est un de pure collaboration de classe par le haut jusqu'à l'inclusion du parti le plus à droite de la bourgeoisie québécoise. Et l'on sait que ce projet, stratégie comprise, est devenu l'inspiration de la direction de Québec solidaire déconfitée par l'ineptie capitaliste vert de son Plan de transition imposé sans discussion et sans vote à sa base militante (Marc Bonhomme, [Le Québec : Un des pires cas au monde, mais toujours confiant envers la CAQ – Résultat : Aucun des projets de relance ne rompt avec le capitalisme](#), Presse-toi-à-gauche, 12/05/20).

S'imaginer-t-on qu'on sortira du marasme actuel vers une relance pro-climat avec une «bonne gouvernance» de collaboration de classe dont le seul but est de préserver la valeur du capital fictif (actions, obligations...) ? S'imaginer-t-on que la multiplication des petits projets économico-sociaux autogérés qui, malgré une certaine exemplarité, tirent le diable par la queue tout en neutralisant politiquement une partie de la militance soient en mesure de contrer les politiques d'austérité et anti-inflationniste sur fond de racisme pour contrebalancer l'obligée création monétaire pandémique ?

La prise de contrôle populaire de l'épargne nationale et celle des flux de capital-argent tant intérieurs qu'extérieurs s'impose pour vider de sa substantifique moelle le Moloch capitaliste et ainsi financer une politique pro-climat et pro-biodiversité selon une planification démocratique sans chantage de grève ou de fuite de

capitaux. C'est là la tâche principale de l'indépendance nationale populaire dont la lutte pour l'accomplir libérera le peuple québécois du joug de son oppression qui l'humilie tant jusqu'à s'angliciser tout en se repliant sur un autodestructeur nationalisme identitaire pour ne pas dire raciste auquel s'accommode Québec solidaire.

Même s'il y a loin de la coupe aux lèvres, redonne espoir l'actuel réveil syndical des travailleuses épuisées au front de la lutte pandémique au Québec tout en tentant de déjouer les manœuvres de la CAQ vis-à-vis la convention collective, manœuvres facilitées par l'absence de front commun. S'y joigne la multiplication des initiatives citoyennes de solidarité sociale dans les quartiers populaires vis-à-vis les personnes âgées, handicapées, malades ou en difficulté. Il n'en manque pas moins un plan anticapitaliste de relance vers une société de « prendre soin » des gens et de la terre-mère (voir mon blogue, « [Un Plan de transition de «prendre soin» des gens et de la terre-mère -- Un plan de relance à incruster immédiatement dans la lutte pandémique](#) », 18/05/20).

Marc Bonhomme, 31 mai 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca